

# **CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025**

## **RAPPORT DE SYNTHESE N° 1 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL**

### **Approbation du procès-verbal de la séance du 19 décembre 2024**

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du 19 décembre 2024, annexé au présent rapport.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHÈSE N° 2 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### **Demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour soutien au fonctionnement des crèches communales**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre du soutien aux dépenses de fonctionnement des crèches communales, la commune peut bénéficier d'une aide du Conseil Départemental.

Pour l'année 2025 et sous réserve de modification, le montant de l'aide accordée par le Département s'élève à 220 € par berceau.

Monsieur le Maire propose aux élus de l'autoriser à solliciter le Conseil Départemental afin d'obtenir cette subvention pour l'année 2025 pour la crèche municipale « Les Péquelets ».

# **CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025**

## **RAPPORT DE SYNTHESE N° 3 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL**

### **Création d'un poste de puéricultrice à temps complet pour la crèche**

Afin d'assurer dans les meilleures conditions le remplacement de la Directrice de notre crèche municipale lors de son départ à la retraite, et de pallier dès à présent la réduction de son temps de travail dans le cadre de sa retraite progressive depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, il est proposé de créer un nouveau poste.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

En conséquence, Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver la création du poste suivant :

Filière Médico-Sociale :

- Un poste de Puéricultrice à temps complet

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 4 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### Transformation de deux postes d'Adjoint technique à temps complet en Adjoint technique principal 2e classe à temps complet

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, conformément à L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Suite à la réussite de deux agents de la collectivité à l'examen professionnel d'Adjoint Technique Principal de 2<sup>e</sup> Classe et afin de tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées, Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver la transformation des postes suivants :

#### **Filière Technique** :

- Deux postes d'Adjoint technique à temps complet
- En**
- Deux postes d'Adjoint technique principal 2<sup>e</sup> classe à temps complet

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 5 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### **Transformation d'un poste d'Adjoint technique Principal de 2<sup>e</sup> classe à temps complet en Adjoint d'animation Principal 2<sup>e</sup> classe à temps complet**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, conformément à L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Suite au reclassement d'un agent de la collectivité, Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver la transformation du poste suivant :

- En**
- Un poste d'Adjoint technique Principal de 2<sup>e</sup> classe à temps complet
  - Un poste d'Adjoint d'Animation Principal 2<sup>e</sup> classe à temps complet

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 6 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### **Accueil d'un stagiaire de la Formation Professionnelle Diplôme Universitaire « Chef de Projet en Alimentation Durable option Collectivité Territoriale »**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil la délibération 2024\_6\_27 du 4 novembre 2024 approuvant la Charte des Communes du Projet Alimentaire Territorial (PAT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une action collective en faveur de l'alimentation durable.

Dans le cadre de notre projet alimentaire, il apparaît nécessaire d'être accompagné pour l'élaboration d'un diagnostic complet dans ce domaine.

La ville souhaite bénéficier de l'accompagnement d'un stagiaire de la formation professionnel.

L'Université Côte d'Azur, organisme de formation agréé, prépare au Diplôme Universitaire « Chef de Projet en Alimentation Durable option Collectivité Territoriale ».

Ce diplôme universitaire, de niveau 6 (licence, Master 1), nécessite un terrain de stage dans des collectivités.

La durée du stage en collectivité est entre 5 mois (110 jours) et 6 mois (132 jours).

Pour ce faire, il est convenu, conformément à la Convention de Formation, la prise en charge des coûts de formation du stagiaire de 3 557 € net de taxes.

Le stagiaire bénéficiera de la prise en charge de ses frais de déplacement temporaire dans le cadre de ses missions selon la réglementation en vigueur.

Le stagiaire aura pour mission de :

- Re-territorialiser l'alimentation pour viser l'autonomie alimentaire et favoriser l'accès aux productions de l'agriculture biologique ;
- Mobiliser et associer les citoyens et les acteurs économiques du territoire au projet d'alimentation durable ;
- Utiliser le projet d'alimentation durable comme levier de développement économique et social.

Ceci à travers un diagnostic du territoire pour :

- Augmenter nos achats de produits locaux et bruts,
- Renforcer la production de plats faits maison,
- Réduire davantage le gaspillage alimentaire,
- Poursuivre la formation de nos agents,
- Organiser des ateliers pour les enfants.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver l'accueil d'un stagiaire de la formation professionnelle, la convention de formation professionnelle avec l'Université Côte d'Azur, ainsi que la prise en charge des coûts de la formation du stagiaire, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tous les documents s'y rapportant.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 7 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### Convention Territoriale Globale 2025-2028 avec la CAF 13

La commune a intégré le dispositif partenarial de la Convention Territoriale Globale avec la CAF, en 2021, par délibération n°2021\_4\_14 du 14 octobre 2021 pour la période 2021-2024. Ce dispositif comprend 9 communes du Pays Salonais : Coudoux, La Barben, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence et Velaux.

Par ce contrat, les communes s'engagent à suivre la politique de la CAF et à mettre en œuvre des actions en matière d'enfance, de jeunesse, de soutien à la parentalité, de politique de la ville, de vie sociale et de logement, pour lesquels la Caf apporte une expertise reconnue, une ingénierie, des outils et son soutien financier.

Le diagnostic du territoire de la CTG a été mis à jour et les enjeux pour ce renouvellement sont :

- Maintenir l'offre de service aux familles existante et prévoir les développements en fonction des besoins recensés
- Favoriser la coopération et la communication des acteurs pour une meilleure information aux familles
- Renforcer la qualité d'accueil et le maillage des services aux familles

A l'issue du diagnostic, un plan d'actions, ci-annexé, a été établi autour de sept thématiques communes visant la cohérence du territoire :

- Petite enfance – Parentalité
- Enfance – Jeunesse
- Handicap
- Animation de la Vie Sociale
- Accès aux Droits
- Logement
- Organisation

Les actions concernant plus particulièrement la Fare les Oliviers sont :

- Sensibilisation des professionnels de l'accueil de la petite enfance et des parents sur les violences éducatives ordinaires
- Rénovation des équipements d'accueil du jeune enfant le nécessitant
- Projet commun jeunesse sport et /ou culture « Festicentres » (9-17 ans)
- Création d'un Séjour proposé aux jeunes des communes du territoire (11-17 ans)
- Groupe de travail sur la mise en œuvre des PEDT des communes du territoire
- Sensibilisation autour du handicap pour les professionnels du territoire CTG
- Création d'une journée annuelle CTG avec les acteurs.

D'autre part, le Schéma de Coordination des Chargés de Coopération, défini entre les communes et validé par la délibération 2021\_4\_15 évolue.

La Convention de Partenariat sera annexée à la CTG et intègre ces évolutions :

- Maintien du chef de projet de la CTG, coordonnateur global, géré administrativement par la Commune de Salon-de-Provence. Il coordonne la mise en œuvre des actions avec des relais dans chaque commune partenaire par le biais de chargés de coopération (CTG).
- Nouvelle répartition des chargés de coopération locaux selon le schéma en annexe. Hormis Saint-Chamas et Velaux qui conservent leur chargé de coopération, les 7 autres communes seront rattachées, administrativement, aux chargés de coopération de la ville de Salon-de-Provence (2 ETP).

- Chaque chargé de coopération devient pilote d'une thématique et interviendra sur l'ensemble du territoire des communes signataires.

La convention prévoit les missions du poste du coordinateur global de la CTG qui devra notamment :

- Coordonner et animer le plan d'actions de la CTG,
- Effectuer le suivi de l'atteinte des objectifs et du bilan annuel,
- Faire le lien entre le comité de pilotage et les différentes instances thématiques,
- Mettre en place les temps de concertations réguliers avec les Communes partenaires.

Les postes de chargés de coopération sont cofinancés par la CAF et les Communes partenaires.

Le poste de Chef de Projet est financé au moyen d'une participation financière des 9 Communes partenaires au prorata du nombre d'habitants.

Les deux chargés de coopération, rattachés à la ville de Salon-de-Provence, sont financés au moyen d'une participation financière des 7 Communes partenaires au prorata du nombre d'habitants. La participation de la ville de la Fare les Oliviers est évaluée à 4 221 €.

La CAF participera financièrement sur ces postes à hauteur de 28 478 € par poste à temps plein.

La convention CTG entre en vigueur au 1er janvier 2025 pour finir le 31 décembre 2028.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le projet de Convention Territoriale Globale et ses annexes pour la période 2025-2028, ainsi que d'autoriser Monsieur le Maire à la signer et à signer tous les documents s'y rapportant.



# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 8 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### **Participation de la commune au séjour en classe de découverte des élèves de l'école élémentaire Olivier GUIROU – Année scolaire 2024/2025**

Monsieur le Maire rappelle que les séjours en classe de découverte subventionnés par la collectivité ne concernent que les écoles élémentaires qui disposent de la possibilité d'organiser des séjours subventionnés par la commune une année sur deux et de bénéficier d'un financement fixé à 40% du coût par élève plafonné à 5 000€ par année scolaire.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que les enseignantes des écoles élémentaires Paul DOUMER et Olivier GUIROU souhaitent organiser un séjour en classe de découverte et sollicitent cette aide financière partagée. Soit un financement fixé à 40% du coût par élève plafonné à 2 500€ par année scolaire et par école.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que cette année scolaire 2024-2025, les enseignantes de l'école élémentaire Olivier GUIROU souhaitent organiser un séjour en classe de découverte et sollicitent cette aide financière.

Les 70 élèves de CE1A, CM1A et CM2B participeront à ce séjour.  
Une participation (fixée à 40 % du coût par élève et plafonnée à 2 500 € par année scolaire) est demandée à la Mairie pour ce séjour dont le coût s'élève à 323,16 € par élève.

Si le voyage scolaire vient à être annulé, après versement de la participation communale, la coopérative scolaire sera tenue de reverser la somme à la commune.

Monsieur le Maire propose aux élus d'attribuer pour ce séjour en classe de découverte, une subvention, pour les 70 élèves des deux classes précitées, de 35,72 € par élève soit 2 500 €.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHÈSE N° 9 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### **Participation de la commune au séjour en classe de découverte des élèves de l'école élémentaire Paul Doumer – Année scolaire 2024/2025**

Monsieur le Maire rappelle que les séjours en classe de découverte subventionnés par la collectivité ne concernent que les écoles élémentaires qui disposent de la possibilité d'organiser des séjours subventionnés par la commune une année sur deux et de bénéficier d'un financement fixé à 40% du coût par élève plafonné à 5 000€ par année scolaire.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que les enseignantes des écoles élémentaires Paul DOUMER et Olivier GUIROU souhaitent organiser un séjour en classe de découverte et sollicitent cette aide financière partagée. Soit un financement fixé à 40% du coût par élève plafonné à 2 500€ par année scolaire et par école.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que cette année scolaire 2024-2025, les enseignantes de l'école élémentaire Paul Doumer souhaitent organiser un séjour en classe de découverte et sollicitent cette aide financière.

Les 45 élèves de CP de Mme AUBERT et CM2 de Mme FEMENIAS participeront à ce séjour.

Une participation (fixée à 40 % du coût par élève et plafonnée à 2 500 € par année scolaire) est demandée à la Mairie pour ce séjour dont le coût s'élève à 319 € par élève.

Si le voyage scolaire vient à être annulé, après versement de la participation communale, la coopérative scolaire sera tenue de reverser la somme à la commune.

Monsieur le Maire propose aux élus d'attribuer pour ce séjour en classe de découverte, une subvention, pour les 45 élèves des deux classes précitées, de 55,56 € par élève soit 2 500 €.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 10 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### Mise en place de la gratuité et approbation du règlement - Bibliothèque municipale Denise Sicard

Les bibliothèques sont les premiers lieux d'accès à la culture.

Leurs missions, définies par la loi n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique, sont de « garantir l'égal accès de tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs » et de "favoriser le développement de la lecture ».

Les associations professionnelles encouragent les collectivités à aller encore plus loin dans ce domaine, notamment en instaurant la gratuité de l'inscription en bibliothèque, afin d'offrir un accès simplifié et démocratique à la lecture.

La gratuité de l'inscription apparaît comme une opportunité majeure pour élargir et diversifier les publics. Elle permettrait à la bibliothèque :

- D'envoyer un message de solidarité, en enlevant la barrière financière pour les plus modestes et les plus éloignés de la culture, favorisant ainsi une augmentation du nombre d'abonnés ;
- De s'affirmer comme un service public essentiel, dédié à la lecture, à la culture, à l'information et à la formation, et ouvert à tous sans distinction.

En conséquence, Monsieur le Maire propose d'instaurer la gratuité de l'inscription à la bibliothèque municipale pour tous les usagers, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025.

Pour mettre en œuvre cette gratuité et adapter le fonctionnement de la bibliothèque, il convient de modifier le règlement intérieur de la bibliothèque municipale, approuvé en Conseil Municipal le 7 juillet 2016.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée d'approuver le nouveau règlement de la bibliothèque municipale, annexé au présent rapport.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 11 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### Désherbage des ouvrages de la bibliothèque municipale

Monsieur le Maire informe que pour proposer des documents de qualité et adaptés aux usagers, la bibliothèque est amenée chaque année à effectuer un état des lieux des collections, l'objectif étant de proposer au public des collections attractives, pertinentes et actualisées. Cette opération pratiquée par toutes les bibliothèques, est appelée « désherbage ».

Indispensable à la bonne gestion des fonds, le désherbage concerne :

- Les documents en mauvais état physique, sales et crayonnés, et dont la réparation serait impossible ou très onéreuse,
- Les documents au contenu manifestement obsolète,
- Les documents redondants,
- Les documents ne correspondant plus à la demande des usagers de la bibliothèque.

Le désherbage permet, par ailleurs :

- De gagner de la place,
- De gagner du temps pour l'usager et le bibliothécaire,
- De rendre la bibliothèque plus attrayante en améliorant l'aspect général des livres proposés pour faciliter le butinage des lecteurs,
- De réactualiser l'information fournie pour la rendre plus fiable.

Les documents au contenu périmé, très abimés et sales, contenant des informations inexactes, seront systématiquement détruits et, dans la mesure du possible, valoriser comme papier à recycler.

En revanche, les ouvrages en bon état physique mais au contenu obsolète, ou ne correspondant plus à la demande des usagers de la bibliothèque, pourront être échangés lors d'une collecte caritative au profit de l'Épicerie du Cœur du CCAS ou donnés, à des institutions et associations à vocation culturelle, éducative, humanitaire, sociale ou de santé ainsi qu'aux assistantes maternelles. Ces actions permettent de donner une deuxième vie aux documents.

Monsieur le Maire demande aux Conseillers Municipaux de l'autoriser à faire effectuer chaque année le désherbage des ouvrages de la bibliothèque municipale, dans les conditions énoncées ci-avant.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 12 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### **Oustaou des Manifestations et de la Culture - Jumelage - Point Infos Tourisme- Approbation de la convention d'objectif et de moyens**

Depuis sa création en mai 2011, sous le nom d'Office Municipal de la Culture (OMC), cette structure n'a cessé d'évoluer. Rebaptisée en 2023 l'Oustaou des Manifestations et de la Culture – Point Infos Tourisme, elle est devenue, en janvier 2025, l'Oustaou des Manifestations et de la Culture - Jumelage - Point Infos Tourisme.

Monsieur le Maire rappelle que cette association a pour mission de soutenir le développement, la promotion et la pratique de la vie culturelle de la commune, de rassembler les informations touristiques du territoire environnant, et d'accueillir les délégations des villes jumelles.

Pour permettre à l'association de mener à bien ses actions, la commune lui apporte son soutien financier à travers des aides directes (subvention de fonctionnement) et indirectes (locaux, matériel, mobilier, ...).

Conformément au décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, les subventions d'un montant supérieur à 23 000€ versées à une association doivent faire l'objet d'une convention d'attribution.

Cette convention fixe les objectifs de l'association, définit les engagements réciproques et prévoit les moyens humains, matériels et financiers nécessaires à la mise en œuvre des projets de l'association.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'approuver les termes de la convention et son annexe jointes au présent rapport et sollicite l'autorisation de la signer.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 13 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### **Classement dans le domaine public communal de la parcelle AD n°446**

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a acquis par voie amiable, le 13 septembre 2024, la parcelle cadastrée section AD n° 446, d'une superficie totale de 42m<sup>2</sup> à aux consorts REY/ COULOMB. Cette acquisition régularise une situation de fait. La parcelle AD n°446 se compose d'un trottoir attaché à l'Avenue Général de Gaulle.

Monsieur Le Maire demande au Conseil Municipal d'intégrer cette parcelle au domaine public communal et à l'intégrer à la voie.

Vu le code de la voirie routière,

Vu la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 portant simplification administrative qui dispose que les délibérations concernant le classement ou le déclassement de voirie sont dispensées d'enquête publique préalable, sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie,

Considérant que le classement dans le domaine public communal de cette parcelle ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par cette voie déjà existante.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le classement de la parcelle cadastrée AD n°446 dans le domaine public communal.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 14 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### **Classement dans le domaine public communal de la parcelle AE n°584**

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a acquis par voie amiable, le 28/10/2024, la parcelle cadastrée section AE n° 584, d'une superficie totale de 147 m<sup>2</sup> à Monsieur BRUNO Jacques et Madame GIRAUD Alberte. Cette acquisition régularise une situation de fait. Cette parcelle est actuellement un élément accessoire de voirie de la route de Pérussiers et fait l'objet de l'emplacement réservé n°22 au PLU en vue de l'aménagement futur de cette voie.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'intégrer cette parcelle au domaine public communal et à l'intégrer à la voie.

Vu le code de la voirie routière,

Vu la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 portant simplification administrative qui dispose que les délibérations concernant le classement ou le déclassement de voirie sont dispensées d'enquête publique préalable, sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie,

Considérant que le classement dans le domaine public communal de cette parcelle ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par cette voie déjà existante.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le classement de la parcelle cadastrée AD n°446 dans le domaine public communal.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 15 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### **Acquisition amiable de la parcelle cadastrée section AD n°452p sise Avenue du Général de Gaulle aux consorts JULLIAN**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la parcelle cadastrée section AD n°452p pour une superficie d'environ 67m<sup>2</sup> (la surface exacte sera déterminée par un document d'arpentage), appartenant aux consorts JULLIAN, est un trottoir de l'Avenue Général de Gaulle.

Par conséquent, il a été convenu avec les propriétaires l'acquisition de cette parcelle à l'euro symbolique, les frais de notaire et de géomètre seront à la charge de la Commune. Cette proposition a été acceptée le 8 octobre 2024 par les consorts JULLIAN par le biais de leur clair de notaire Mme TERRANA du cabinet EXCEN.

Monsieur le Maire expose que l'acquisition d'une partie de cette parcelle revêt un intérêt général. En effet, son acquisition permettra de régulariser la propriété de ce trottoir.

Considérant que cette parcelle présente un intérêt général pour la Commune,

Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur l'acquisition à l'euro symbolique la parcelle cadastrée section AD n°452p pour une superficie d'environ 67m<sup>2</sup>, appartenant aux consorts JULLIAN, dans les conditions susmentionnées.



# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 16 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

**Convention de servitudes au profit du SMED 13 pour le compte d'ENEDIS pour des canalisations souterraines électriques en tréfonds sur les parcelles AX n°104 et AE 316, d'un support sur la parcelle AE 309 et d'un coffret de réseau sur la parcelle AD n°465**

Dans le cadre de l'opération d'enfouissement du réseau électrique de distribution publique basse tension (Tranche 2), Avenue du Général de Gaulle, le Syndicat Mixte d'Energie des Bouches du Rhône (SMED 13) soumet à la commune trois conventions de servitudes pour les parcelles communales suivantes pour y établir :

- section AX numéro 104 : à demeure dans une bande d'un mètre de large, deux canalisations souterraines et ses accessoires sur une longueur totale d'environ 14 mètres.
- section AE numéro 309 : à demeure un support de dimensions approximatives au sol de 0,70 cm x 0,70 cm
- section AE numéro 316 : à demeure dans une bande d'un mètre de large, une canalisation souterraine et ses accessoires sur une longueur totale d'environ 4 mètres
- section AD numéro 465 : un coffret de réseau

Lesdites conventions sont conclues pour la durée des ouvrages ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués.

Ces ouvrages feront partie intégrante du réseau électrique de distribution publique, étant ici précisé que les tracés des coffrets, de la canalisation souterraine et du câble de branchement sont matérialisés sur les plans demeurés ci-annexés.

Le libre accès aux ouvrages est également accordé au Syndicat Mixte d'Energie des Bouches du Rhône pour l'installation et la maintenance desdits ouvrages électriques.

Aucune indemnité unique et forfaitaire ne sera versée par le Syndicat Mixte d'Energie des Bouches du Rhône.

En conséquence, Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- d'approuver la constitution de quatre servitudes au profit du Syndicat Mixte d'Energie des Bouches du Rhône, sur les parcelles, lieu-dit avenue du Général de Gaulle, section AX n°104, section AE 309, section AE 316, section AD n°465 pour y installer les ouvrages précités ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions de servitudes se rapportant auxdits ouvrages avec le Syndicat Mixte d'Energie des Bouches du Rhône,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte et tout document se rapportant aux servitudes sur les parcelles, lieu-dit avenue du Général de Gaulle, section AX n°104, section AE 309, section AE 316, section AD n°465.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 17 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### **Plan Local de Mobilité (PLM) des communes de Berre l'Etang, Coudoux, La Fare les Oliviers, Rognac, Velaux et Ventabren (Basse Vallée de l'Arc) - Approbation du plan d'actions**

Le Plan Local de Mobilité (PLM) Basse Vallée de l'Arc s'inscrit dans la stratégie métropolitaine du plan de mobilité 2020-2030. Ce plan, compatible avec les différents documents de planification sur les orientations environnementales et urbaines vise à offrir une mobilité multimodale adaptée aux enjeux locaux, à réduire l'utilisation de la voiture individuelle et à améliorer la qualité de l'air.

Les principaux objectifs incluent :

- La réduction de 15 % de la part modale de la voiture et de la moto.
- L'augmentation de 50 % de l'utilisation des transports collectifs.
- Le développement des mobilités actives, pour atteindre une part modale de 7 % des déplacements à vélo.

Le Plan de Mobilité prévoit sa déclinaison à l'échelle des 25 bassins de mobilité que compte la métropole. Ainsi chaque bassin de mobilité fera l'objet d'une démarche concertée puis d'un plan d'actions chiffré et hiérarchisé délibéré par les institutions concernées, à savoir les communes et la Métropole.

Ainsi, le PLM Basse Vallée de l'Arc a été coconstruit avec les représentants des communes de Berre l'Etang, Coudoux, La Fare-les-Oliviers, Rognac, Velaux et Ventabren, et les acteurs du territoire de mars 2023 à décembre 2024. Il s'inscrit dans la continuité de la démarche locale ambitieuse et innovantes de comités de mobilité initiés par la commune de Velaux en 2021. Des ateliers techniques ont permis d'associer l'ensemble des partenaires institutionnels : l'Etat, la Région Sud, le Département des Bouches-du Rhône, la CCIMP, la SNCF, Vinci Autoroute, ...

Tout le long de la démarche, les partenaires ont rencontré un panel de représentants de la société civile particulièrement concernés par le projet de mobilité local, à l'occasion de réunions de concertation.

Les documents annexés au présent rapport constituent le PLM :

- Annexe 1 : Le diagnostic dynamique du périmètre permettant de prendre la mesure de l'ensemble des composantes de la mobilité locale ainsi que des projets d'aménagement urbain et de développement économique identifiés ;
- Annexe 2 : Le document de synthèse du PLM
- Annexe 3 : Le programme d'actions pluriannuelles

### **Les enjeux du diagnostic du bassin de proximité Basse Vallée de l'Arc**

Situé en plein cœur de la Métropole, le bassin BVA, peuplé de 52 000 habitants et accueillant 15 000 emplois, est tourné à la fois vers Vitrolles/Marignane/Marseille (41% des déplacements d'échanges), vers l'est avec Aix-en-Provence (24%) et dans une moindre mesure vers le pays Salonnais. Ce positionnement géographique favorise des flux de transit très importants générant des congestions paralysant le réseau routier aux heures de pointes avec une dépendance marquée à la voiture (75 % des déplacements).

Les enjeux principaux identifiés à l'issue du diagnostic sont les suivants :

- La réduction des déplacements motorisés sur les courtes distances (<3 km).
- Le développement des alternatives à la voiture, notamment pour la mobilité scolaire.
- L'amélioration de la sécurité pour les piétons et les cyclistes.
- L'optimisation des infrastructures intermodales, tels que les pôles d'échanges multimodaux (PEM) et les aires de covoiturage

- La sensibilisation des habitants pour encourager un changement de comportement pour faciliter les pratiques de mobilité durables.

## **Le Plan Local de Mobilité « Basse Vallée de l'Arc »**

Le Plan local de Mobilité de la Basse Vallée de l'Arc se compose d'un programme de 47 actions (annexe n°3) autour de 2 principaux axes stratégiques.

- ***Axe stratégique reliant le centre urbain de La Fare les Olivier, le PEM de Coudoux, le rond-point du Moulin du Pont et le centre urbain de Ventabren :***

Cet axe comprend la construction de deux nouveaux pôles d'échanges multimodaux : le PEM de La Fare-les-Oliviers, et celui de Coudoux. Ces portes d'entrée du Réseau Express Métropolitain, visent à faciliter les déplacements des habitants et salariés vers des destinations clés comme Aix-en-Provence, Salon-de-Provence et Marseille. Le lancement des études pour la mise en œuvre d'un réseau cyclable assurant le maillage entre La-Fare-les-Oliviers, Coudoux, Velaux, Ventabren puis Velaux-Rognac visera la connexion entre les communes du périmètre. A noter également la création de l'aire de covoiturage du Moulin du Pont pour se rendre à Aix-en-Provence et au Pôle d'Activité d'Aix-en-Provence.

- ***Axe stratégique reliant les centres urbains de Berre l'Etang et de Rognac***

La mise en place de la multimodalité sur le réseau routier se traduit par la requalification de la RD 21 et de la RD 113. Le nouveau plan de circulation de Rognac a pour but de réduire le trafic de transit, apaiser le centre-urbain et améliorer la fiabilité de la desserte TC au niveau de la gare. Ces projets viennent en complément d'autres opérations pour favoriser le report modal et diminuer la part de voiture individuelle sur le territoire.

## **Le Plan d'actions par leviers**

- ***Le système vélo global, 16 actions ont été identifiées sur ce levier :***

Parmi les priorités, il est prévu l'aménagement de la ligne 3 métropolitaine du plan vélo entre Vitrolles et Rognac, avec une extension jusqu'à Velaux. L'aménagement d'itinéraires cyclables structurants à l'échelle intercommunale, entre La Fare-les-Oliviers et Coudoux, Ventabren et Velaux via la D10. Viennent en complément de la mise en place de schémas cyclables communaux ; ces trois schémas sont d'ores et déjà engagés à Berre-l'Etang, Velaux et La Fare-les-Oliviers.

Des études d'opportunité pour finaliser ce maillage par des connexions secondaires ou de loisirs, seront également menées afin de :

- Relier le bassin Basse Vallée de l'Arc au Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence.
- Aménager une piste cyclable aux abords de l'Arc à Berre-l'Etang
- Requalifier l'Avenue Général De Gaulle à Velaux
- Relier Ventabren à Velaux via la D19
- Connecter le quartier des Brets-Barjaquets à Rognac

Pour renforcer l'usage du vélo, des solutions de stationnement sécurisé près des centralités, et un système de vélos en libre-service sur le périmètre de la Basse Vallée de l'Arc, sont également prévus par la maîtrise d'ouvrage communale.

Sur le périmètre de ce PLM, les partenaires entendent développer un réseau vélo d'environ 50 km de voies cyclables aménagées, continues et sécurisées ayant pour objectifs de rejoindre les principales polarités des villes et de compléter ce maillage par 500 stationnements vélos (arceaux et box sécurisés) sur le périmètre.

- ***Le système de transport collectif performant, 5 actions ont été identifiées pour ce levier :***

Les actions proposées visent à améliorer les infrastructures routières et les services de transport collectif pour renforcer l'attractivité et la connectivité du territoire. Une étude sera menée pour requalifier la D21. L'optimisation des lignes de transport collectif vers Vitrolles et Aix-en-Provence sera étudiée pour mieux répondre aux besoins des usagers.

- ***Le système routier réinventé, innovant, efficace et durable, 9 actions ont été identifiées pour ce levier :***

L'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (IRVE), une optimisation de la gare de péage de l'A8 depuis la D10. Le Réaménagement du secteur entre le giratoire des

Guigues et le trèfle RD113/RD21 comptent parmi les actions prioritaires à engager. Des études d'opportunité seront lancées à Ventabren, Berre-l'Étang et Rognac, tandis que l'aire de covoiturage du Moulin du Pont à Velaux fait partie du plan d'actions.

- ***Le réseau hiérarchisé de pôles d'échanges multimodaux (PEM), 5 actions ont été identifiées pour ce levier :***

Les projets de pôles d'échanges multimodaux (PEM) de Coudoux et La Fare-les-Oliviers, seront desservis par le REM routier, des lignes interurbaines et des services de Transport à la Demande (TAD PMR). Des améliorations d'accessibilité et de services sont proposées sur la gare de Rognac en coordination avec la Région, Gares et Connexions, la Ville de Rognac et la Métropole.

- ***Les espaces publics partagés et attractifs, 9 actions ont été identifiées pour ce levier :***

Ces actions incluent l'élaboration et la mise en place de plans de circulation pour Rognac et Berre-l'Étang ; ainsi que l'extension des zones apaisées (zone 30 et zone 20) à La Fare-les-Oliviers et l'entrée de ville sur la D10 à Ventabren. Des initiatives comme la végétalisation, la désimperméabilisation des espaces publics visent à améliorer le confort urbain. Pour les écoles, des solutions comme les pédibus et les "rues aux écoles" renforcent la sécurité et l'autonomie des élèves. Enfin, le jalonnement piéton encouragera le stationnement en périphérie, tandis que des mesures de régulation favoriseront une meilleure rotation du stationnement, notamment à Berre-l'Étang.

- ***Se donner les moyens de réussir, 3 actions ont été identifiées pour ce levier :***

Ces actions visent à encourager des mobilités durables et à impliquer l'ensemble des acteurs locaux. Le dispositif Savoir Rouler à Vélo sera déployé dans certaines écoles pour sensibiliser les jeunes à la pratique sécurisée du vélo. Les entreprises et administrations locales seront accompagnées par notamment le dispositif MopiPro, dans la mise en œuvre de Plans de Mobilité Employeur (PDME) et du développement du covoiturage.

La maîtrise d'ouvrage de ce programme pluriannuel de 47 actions se répartit entre la Métropole (17 actions), les 6 communes (19 actions), le Département (3 actions) et les autres acteurs concernés dont ASF pour les PEM autoroutiers. Le dernier comité de Pilotage s'est tenu le 17 décembre 2024 et a validé le principe du Plan Local de Mobilité de la Basse Vallée de l'Arc. Les actions du PLM Basse Vallée de l'Arc, seront intégrées au suivi du plan de mobilité réalisé annuellement.

Il est demandé au conseil municipal d'approuver le Plan Local de Mobilité de la Basse Vallée de l'Arc et son plan d'actions.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 18 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### Rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Le schéma de prévention et de gestion des déchets reste une compétence de la Métropole.

La Présidente de la Métropole est donc tenue de présenter au Conseil de la Métropole, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service prévention et gestion des déchets métropolitains.

La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets. Le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 s'inscrit dans cette loi en précisant les indicateurs techniques et financiers devant figurer dans les rapports annuels sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Le document joint en annexe présente le rapport détaillé concernant le prix et la qualité du service prévention et gestion des déchets métropolitains pour l'exercice 2023.

Le rapport contient des informations relatives notamment à :

- la présentation de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la population, les actions en matière de prévention et de gestion des déchets, l'organisation des services et les agents,
- les actions de prévention des déchets dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets,
- les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchetteries, des collectes spécifiques et du traitement en installation de stockage des déchets non dangereux et par incinération des déchets résiduels,
- les mesures prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets,
- les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole regroupe 92 communes et compte 1,9 millions d'habitants.

Au total, sur le territoire métropolitain, ce sont 1 087 264 tonnes de déchets ménagers et assimilés qui sont pris en charge, soit 571 kg / habitant / an (une baisse de -4,7% comparativement à 2022).

BILAN DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS					
	Tonnage collecté	Tonnage valorisé matière	Tonnage valorisé organique	Tonnage valorisé énergie	Tonnage enfoui
Ordures ménagères résiduelles	615 658	5 844	25 687	330 619	253 508
Collectes sélectives	78 308	67 215		4 786	6 307
Déchetteries	338 541	162 638	108 216	28 131	39 556
Apports divers sur sites de traitement	54 757	14 945	3 060	480	36 272
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	1 087 264	250 642	136 963	364 016	335 643

Sur l'ensemble de ces tonnages :

- 36% sont valorisés en matière ou en organique, contre 38% l'an dernier ;
- 33% sont traités en valorisation énergétique, contre 31% l'an dernier ;
- 31% partent en enfouissement, identique à l'an dernier.

La répartition des tonnages pris en charge par la Métropole est la suivante :

- 57 % sont constitués d'ordures ménagères résiduelles et assimilées, identique à l'an dernier, mais une baisse pour le ratio à l'habitant avec 323 kg/hab./an contre 342 Kg/hab./an comparativement à 2022 ;
- 31 % sont issus des collectes en déchèteries, contre 30% l'an dernier, avec 178 kg/hab./an contre 183 Kg/hab./an en 2022 ;
- 7 % sont issus de la collecte sélective et séparative soit 41 kg/hab./an contre 43Kg/hab./an en 2022 ;
- 5 % sont constitués des autres collectes et apports divers, soit 29 kg/hab./an alors que nous avions 33 Kg/hab./an en 2022.

Le coût complet global de la compétence sur le territoire de la Métropole est de 204 € TTC/habitant/an, contre 221 € TTC/tonne par rapport par à 2022.

Le coût aidé est un coût qui laisse apparaître le « reste à financer » du service par l'impôt (TEOM), la redevance spéciale (RS), l'emprunt ou le budget général.

Le coût aidé tout flux HT par habitant, a augmenté de 5% entre 2022 et 2023, et le coût aidé HT par tonne a augmenté de 9%. Cet écart est lié à une hausse des coûts combinée à une baisse des tonnages, ce qui conduit à une plus forte hausse du coût à la tonne.

Le montant global des dépenses de l'activité déchets est de 432,8 M€ TTC pour 2023.

Les dépenses d'investissement cumulées sont de 21,4 M€ TTC.

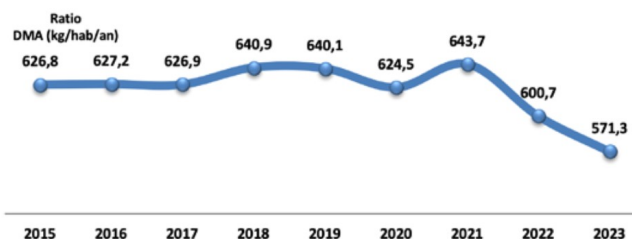
Le montant total de la TEOM perçu s'élève à 417,6 M€ sur le territoire métropolitain. Pour 2023, excepté sur la commune de Marseille où le taux est fixé à 18,10%, l'ensemble des autres communes de la métropole se voient appliquer un taux de 14%.

Le plan de prévention métropolitain constitue la première étape de l'objectif 2035 d'une Métropole zéro déchet et zéro gaspillage.

Le plan de prévention fixe l'objectif de réduction de 10 % du ratio de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2015.

Au niveau métropolitain, l'évolution du ratio de déchets ménagers et assimilés (DMA) est de - 9 % par rapport à 2015.

Taux d'évolution du ratio de déchets ménagers et assimilés (DMA) produits par habitant par rapport à 2015 :



Note : À la suite d'une harmonisation, la population municipale INSEE au 1er janvier 2018 a été recalculée pour la métropole à 1 869 055 habitants, ce qui a modifié la courbe d'évolution ci-dessus par rapport au RPOS 2019.

Au-delà des axes définis par la prévention des déchets, un certain nombre d'actions significatives ont été menées en 2023 et notamment :

- Fusion des six territoires de manière opérationnelle par la création de la Direction Ressources Cadre de vie, par la centralisation du pilotage de tous les centres de gestion des déchets au sein de la Direction Déchèteries, Logistique Déchets et Valorisation déchets, en matière d'installations ou établissements.
- Au niveau de l'information des usagers, il y a la création d'une plateforme téléphonique unique métropolitaine « Engagés au quotidien » en service depuis juillet 2023.
- Harmonisation des fréquences de collecte afin de mettre en place de nouvelles tournées pour la collecte séparative des biodéchets, de performer nos prestations de

collecte des encombrants sur rendez-vous et d'augmenter la collecte sélective des déchets d'emballages recyclables.

- Dans le but de connaître la composition des ordures ménagères, et particulièrement les déchets valorisables encore présents, une campagne de caractérisation sur les ordures ménagères a été réalisée à l'automne.

Le présent rapport est présenté aux membres du Conseil Municipal pour information et sera porté à la connaissance du public dans les conditions fixées à l'article L.1411-13 du CGCT.

# CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025

## RAPPORT DE SYNTHESE N° 19 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL

### Rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public de l'Eau potable et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence

La loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau potable et l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs.

L'article 73 de ladite loi, et le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel sur les prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Pour l'année 2023, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé le rapport annuel Métropolitain sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif.

Ce rapport a pour objet de préciser les missions et les objectifs du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Il détaille un certain nombre d'indicateurs d'activités des services obligatoires.

### EAU POTABLE

La production et la distribution de l'eau potable sont assurées par :

- 27 délégations de service public (DSP) ;
- 2 régies à personnalité morale, 1 régie autonome, 1 société publique locale (SPL) et 1 syndicat.

La potabilisation s'effectue ensuite grâce à 102 unités de traitement.

En 2023, 130 millions de m<sup>3</sup> d'eau potable ont été vendus à 496 563 abonnés, via 7 782 km de réseaux avec un rendement moyen de 84,36 %.

Les résultats des indicateurs réglementaires montrent un excellent niveau de qualité et de performance des services d'eau potable métropolitains.

EAU POTABLE	INDICATEURS RELATIFS À LA QUALITÉ DE L'EAU			INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION					
	P.101.1	P.102.1	P.108.3	VP.077	P104.3	P105.3	P106.3	P107.2	P103.2B
Unité	%	%	%	km	%	m <sup>3</sup> /km/j	m <sup>3</sup> /km/j	%	/120
<b>La-Fare-les-Oliviers</b>	Global APE 100,00	Global APE 99,81	Global APE 56,00	46,79	84,33	6,10	5,30	0,42	110

**P.101.1** - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie

**P.102.1** - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques

**P.108.3** - Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau

**VP.077** - Linéaire de réseau (*hors branchements*)

**P104.3** - Rendement du réseau de distribution

**P105.3** - Indice linéaire des volumes non comptés

**P106.3** - Indice linéaire de pertes en réseau

**P107.2** - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable

**P103.2B** - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable



Par ailleurs, la Métropole met en œuvre chaque année des programmes de travaux ambitieux et poursuit l'élaboration de son premier schéma directeur métropolitain de l'alimentation en eau potable.

## ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USEES

La collecte, le transport et le traitement des eaux usées sont assurées par :

- 28 délégations de service public (DSP) ;
- 2 régies à personnalité morale, 1 régie autonome, 1 société publique locale (SPL) et 1 syndicat.

5 523 km de réseau permettent de collecter les eaux usées de 417 074 abonnés, il est en augmentation de 1,04 % par rapport à l'année 2022.

En 2023, 117 millions de m3 d'eau usée ont été traités dans 71 stations d'épuration.

Ces traitements ont généré 27 801 tonnes de matières sèches de boues, évacuées à 100 % dans des filières de valorisation conformes à la réglementation.

Les résultats des indicateurs réglementaires montrent un très bon niveau de qualité et de performance des services d'assainissement métropolitains.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF	INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE COLLECTE					LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À L'ÉPURATION	
	VP.077	P202.2B	P252.2	P253.2	P255.3	P254.3	P206.3
Unité	km	/120	u/100km	%	/120	%	%
<b>La-Fare-les-Oliviers</b>	33,94	Global APA 30	23,57	1,01	Global APA 120	Global APA 91,72	Global APA 100

**VP.077** - Linéaire de réseau (hors branchements)

**P202.2B** - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eaux usées

**P252.2** - Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau

**P253.2** - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eaux usées

**P255.3** - Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées

**P254.3** - Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte Individuel

**P206.3** - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon les filières conformes à la réglementation

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre chaque année des programmes de travaux ambitieux et poursuit l'élaboration de son premier schéma directeur métropolitain de l'assainissement.

Le 15 septembre 2023, la station d'épuration à La Fare-les-Oliviers a été inaugurée. Le montant des travaux (station et réseau de transfert) s'élève à 5,2 M€ TTC, subventionné par l'agence de l'eau RMC (STEP + Réseau de transfert) pour 1,35 M€ et le Département pour 0,54 M€.

## ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le nombre d'habitants concerné par l'assainissement non collectif est estimé à 148 240 habitants.

Le taux de conformité des installations d'assainissement non collectif est de 95 %.

3 564 contrôles ont été effectués en 2023.

L'année 2023 a été marquée par la création du SPANC métropolitain qui couvre 80 communes du territoire.

Par ailleurs, le conseil de la Métropole du jeudi 7 décembre 2023 pour une application au 1er janvier 2024 a approuvé le règlement métropolitain du Service public d'assainissement non collectif

## LE PRIX DE L'EAU

Au 1er janvier 2024, sur le territoire de la métropole d'Aix-Marseille-Provence, le prix de l'eau produite, distribuée et dépolluée moyen pondéré au nombre d'habitants desservis en 2024 s'élève à 4,05 € TTC/m3 (taxes, redevances et abonnement compris) dont 2,09 €/TTC/m3

pour l'eau potable et 1,96 € TTC/m<sup>3</sup> pour l'assainissement. Ce prix est légèrement inférieur au prix moyen de l'eau dans le bassin Rhône Méditerranée Corse (4,07 € TTC/m<sup>3</sup>) et bien inférieur à la moyenne nationale (4,52 € TTC/m<sup>3</sup>).

Entre janvier 2023 et janvier 2024, le tarif moyen métropolitain pondéré est passé de 3,88 à 4,05 €/m<sup>3</sup> TTC, ce qui représente une progression de 4,39 %.

Commune	Tarif TTC Total (€/m <sup>3</sup> )	Tarif HT Total (€/m <sup>3</sup> )	Dont surtaxe HT Total (€/m <sup>3</sup> )	Tarif TTC Eau (€/m <sup>3</sup> )	Tarif HT Eau (€/m <sup>3</sup> )	Dont surtaxe HT Eau (€/m <sup>3</sup> )	Tarif TTC Ass (€/m <sup>3</sup> )	Tarif HT Ass (€/m <sup>3</sup> )	Dont surtaxe HT Total (€/m <sup>3</sup> )
La Fare-les-Oliviers	3,78 €	3,53 €	0,88 €	2,23 €	2,11 €	0,60 €	1,56 €	1,42 €	0,28 €

## CONFERENCE DES MAIRES : FACE A LA SECHERESSE, AGIR ET INNOVER POUR PRESERVER LA RESSOURCE EN EAU

La Métropole a organisé le 2 février 2023 une conférence des maires afin de :

- mettre en discussion le partage de l'eau et faciliter l'interaction les différents acteurs (eau potable, agriculture, industries) ;
- proposer des scénarios aux élus et décideurs afin d'anticiper le manque d'eau et de prendre des décisions plusieurs mois avant une éventuelle crise ;
- permettre aux élus de disposer de leviers d'actions (économie d'eau, travaux de modernisation des canaux existants, optimisation de l'irrigation, baisse des débits) ;
- structurer les propositions politiques.

Le présent rapport est présenté aux membres du Conseil Municipal pour information et sera porté à la connaissance du public dans les conditions fixées à l'article L.1411-13 du CGCT.

# **CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FEVRIER 2025**

## **RAPPORT DE SYNTHESE N° 20 SUR LES AFFAIRES SOUMISES AU CONSEIL MUNICIPAL**

### **Rapport d'activités annuel retraçant l'activité de la Métropole Aix Marseille Provence au titre de l'exercice 2023**

Créée au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe l'ensemble des 92 communes membres de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, de la communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance, de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, elle exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux 6 établissements publics de coopération intercommunale susmentionnés, fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vertu de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement.

Le présent rapport est présenté aux membres du Conseil Municipal pour information.